



**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE – DIVISION DES MOYENS GÉNÉRAUX ET
DES FOURNITURES**

**FOURNITURE DE TENUES DE VILLE,
VÊTEMENTS PROFESSIONNELS
ET/OU SIGLÉS POUR CERTAINS PERSONNELS DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

ACCORD-CADRE 26F023

**Lot n° 1 : Tenues de ville des agents et des surveillants du Palais et
tenues d'été pour certaines catégories de personnels**

**Lot n° 2 : Vêtements siglés standards (parkas, polos, blousons polaires,
pulls de travail, vestes matelassées, vêtements d'ouvrier)**

Lot n° 3 : Tenues de service des surveillants du Palais

Commun à tous les lots

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Procédure	4
1.4. Forme	4
1.5. Durée	4
1.5.1. Durée de validité de l'accord-cadre	4
1.5.2. Durée maximum d'exécution	5
1.6. Montants	5
1.7. Lieux d'exécution	5
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES	5
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	6
3.1. Représentation des parties	6
3.1.1. Représentant de l'acheteur	6
3.1.2. Représentant du titulaire	6
3.1.3. Récusation	6
3.1.4. Formes des notifications entre les parties	6
3.2. Obligations du titulaire	6
3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil	6
3.2.2. Conformité aux normes	7
3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé	7
ARTICLE 4 - PRIX	8
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	8
4.3. Variation dans les prix	8
4.4. Prestations complémentaires	9
4.5. Remises	9
ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	9
5.1. Modalités de facturation	9
5.2. Mode de règlement	10
5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	10
5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	10
5.5. Présentation des demandes de paiement	10
5.6. Avance	11
5.7. Acomptes	11
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	12
6.1. Désignation de sous-traitants	12

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	12
ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	13
7.1. Responsabilité	13
7.2. Assurances	13
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	13
8.1. Émission des bons de commande	13
8.1.1. Modalités d'émission des bons de commande	13
8.1.2. Contenu des bons de commande	14
8.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande	14
8.2. Émission des devis pour les achats sur catalogue	15
ARTICLE 9 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	15
9.1. Engagements environnementaux	15
9.2. Engagements sociaux	16
ARTICLE 10 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	16
ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
11.1. Opérations de vérifications	16
11.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet	16
11.3. Transfert de propriété	17
ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS	17
12.1. Délais d'exécution	17
12.1.1. Décompte des délais	17
12.1.2. Délais d'exécution des prestations	17
12.2. Pénalités	17
ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	19
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	19
14.1. Obligation de confidentialité	19
14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques	20
14.3. Protection des données à caractère personnel	20
ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE	21
15.1. Résiliation	21
15.2. Litiges	21
15.3. Langue	21
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	22
ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	23

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet

L'accord-cadre a pour objet la fourniture de tenues de ville, vêtements professionnels et/ou siglés pour certaines catégories de personnels.

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

1.2. Allotissement

Le marché est constitué de cinq (5) lots distincts.

- **Lot 1** : Tenues de ville des agents et des surveillants du Palais et tenues d'été pour certaines catégories de personnels
- **Lot 2** : Vêtements siglés standards (parkas, polos, blousons polaires, pulls de travail, vestes matelassées, vêtements d'ouvrier).
- **Lot 3** : Tenues de service des surveillants du Palais.
- **Lot 4** : Parkas de chantier et vêtements de sécurité
- **Lot 5** : Accessoires d'habillement divers

Les présentes clauses contractuelles portent sur les lots 1, 2 et 3.

1.3. Procédure

Le présent accord-cadre est passé selon une **procédure**

- **d'appel d'offres ouvert** en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, pour les lots 1, 2 et 3.
- **sans publicité ni mise en concurrence**, passée en application des articles R. 2122-8 et R. 2123-1 du code de la commande publique pour les lots 4 et 5.

1.4. Forme

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

N.B. : Le terme « marché » utilisé dans le présent document désigne l'accord-cadre.

1.5. Durée

1.5.1. Durée de validité de l'accord-cadre

Pour les lots 1, 2 et 3 : le marché est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit de façon tacite deux fois par périodes consécutives de 1 an.

En cas de non-reconduction, le titulaire de l'accord-cadre en est informé par lettre recommandée avec accusé réception au moins trois (3) mois avant la date de la reconduction. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire.

1.5.2. Durée maximum d'exécution

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

Les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de 5 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.6. Montants

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 920 000 € TTC pour le lot 1, 110 000 € TTC pour le lot 2 000 et 150 000 € TTC pour le lot 3, sur leur durée totale (4 ans).

1.7. Lieux d'exécution

Les fournitures sont livrées :

- dans les locaux de l'acheteur, à l'adresse suivante :

Direction de la Logistique parlementaire
233 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les pièces suivantes, **par ordre de priorité décroissante** :

- l'acte d'engagement (AE) du lot dûment complété, et ses annexes dont les annexes financières (bordereau des prix unitaires [BPU]) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes (cadre de réponse technique) ;
- les échantillons et fiches techniques fournis à l'appui de l'offre ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les exemplaires de ces documents conservés par l'Assemblée nationale font seuls foi.

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Représentation des parties

3.1.1. Représentant de l'acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur de la Logistique parlementaire ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par la Cheffe de la division des Moyens généraux et fournitures.

3.1.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 10 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

3.1.3. Récusation

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 10 jours.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.1.4. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

3.2. Obligations du titulaire

3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'Assemblée nationale informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'Assemblée nationale, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs l'Assemblée nationale, de toute difficulté ou évènement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Il signale en outre les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

3.2.2. Conformité aux normes

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : un extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- article D. 8254-2 : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires définitifs.

Le titulaire peut faire bénéficier l'Assemblée nationale d'offres promotionnelles. À l'expiration de la promotion, dont la durée et les conditions sont fixées par le titulaire, les prix de l'accord-cadre, révisés le cas échéant dans les conditions du présent document, sont ceux à nouveau en vigueur.

Les prix sont indiqués dans l'acte d'engagement ainsi que dans le catalogue remis.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au mois de mai 2026.

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.3. Variation dans les prix

Les prix du marché sont révisibles.

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times \left[0,6 \times \left(\frac{\text{Indice } A_1}{\text{Indice } A_0} \right) + 0,4 \times \left(\frac{\text{Indice } B_1}{\text{Indice } B_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P_1 : prix forfaitaire révisé ;

P_0 : prix indiqué à l'article 3.2 de l'acte d'engagement ;

Indice_1 : dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice au moment de la révision des prix ;

Indice_0 : valeur de l'indice à la date d'établissement des prix.

Les indices de référence sont :

- **Indice A** : « Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Fabrication de textiles, industries habillement, cuir et chaussure (NAF rév. 2, niveau A38 CB) - Base 100 au T2 2017 » (Identifiant INSEE [010562750](#)).

- **Indice B** : « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 14.1 – Articles d'habillement, à l'exclusion des fourrures – Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes » (Identifiant INSEE [010764105](#))

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

Les prix révisés sont **communiqués au plus tard 1 mois avant la date de révision des prix** à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution. Ils sont accompagnés de l'indice de révision des prix, obtenu par la même formule, sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés seront arrondis à la deuxième décimale.

4.4. Prestations complémentaires

L'acheteur peut recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence pour la livraison de fournitures complémentaires à celles du présent marché, tel que prévu par l'article R. 2122-4 du code de la commande publique.

4.5. Remises

L'acte d'engagement de chaque lot mentionne le taux de remise applicable aux catalogues.

Ces remises ne sont pas exclusives de rabais ou d'offres commerciales ou particulières que le titulaire peut proposer exceptionnellement à l'administration pour une durée limitée.

L'application d'une remise exceptionnelle doit toujours aboutir à un prix inférieur à celui prévu à l'accord-cadre/au marché.

Les taux de remise consentis par le titulaire ne peuvent évoluer qu'à la hausse et ce, que les prix évoluent à la hausse ou à la baisse.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées mensuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de chaque mois.

Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire ;

- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre et du lot (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- la nature et la quantité des fournitures commandées ;
- le prix unitaire HT de chaque fourniture avant et après remise ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le montant total TTC des fournitures livrées ;
- le nom du service destinataire de la livraison ;
- la date et l'adresse de la livraison ou de l'exécution.

5.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

5.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

5.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures

électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché peut être résilié.

5.6. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 %, ou, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, à 30 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance intervient dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché (ou à 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

5.7. Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, toutes les prestations, qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (ou du bon de commande) ouvrent droit à acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Sur sa demande écrite, et après attestation par la personne chargée de constater l'avancement des prestations, le titulaire a le droit dans les conditions prévues aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique et 11.2 du CCAG-FCS au versement d'acomptes.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

6.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) dûment renseigné et signé ou tout document équivalent ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
4. Attestation d'assurance ;
5. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

habillement@assemblee-nationale.fr

moyensgeneraux@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

7.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

7.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1. Émission des bons de commande

8.1.1. Modalités d'émission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commande précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le/la directeur/trice de la Logistique parlementaire de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les bons de commande sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement.

Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations / fournitures.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

8.1.2. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre et du lot (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures ou prestations commandées ;
- l'état nominatif des agents à habiller, avec l'indication des effets destinés à chacun d'eux ;
- la désignation du lieu de livraison le cas échéant ;
- les prix unitaires HT et TTC de chaque fourniture tel qu'il figure au bordereau de prix unitaires ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- tout autre renseignement utile.

Le titulaire dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la notification du bon de commande pour présenter ses réserves par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

8.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé, totalement ou partiellement, dans les conditions suivantes :

- si l'annulation intervient dans un délai de trois (3) jours maximum à compter de la notification du bon de commande ;
- si un incident imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande.

Au-delà de trois (3) jours, si la modification ou l'annulation d'un bon de commande n'est pas liée à une faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'acheteur. En pareille hypothèse, le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est examinée et acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

La modification ou l'annulation est notifiée par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception.

8.2. Émission des devis pour les achats sur catalogue

L'acheteur transmet ses demandes de devis et leur délai d'exécution par messagerie électronique au titulaire, qui doit y répondre dans un délai de trois (3) jours à compter de la date de transmission.

La durée de validité du devis est d'un mois à compter de sa date d'envoi.

Les devis du titulaire comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- un identifiant et une date ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro de l'accord-cadre et du lot) ;
- la référence du devis ;
- le service émetteur de la demande de prestation ;
- la désignation de la prestation (par référence à l'annexe financière de l'acte d'engagement) ;
- le prix unitaire hors taxe des fournitures, avant et après remise ;
- le taux de remise appliqué ;
- les quantités associées et le prix total par ligne ;
- le montant total hors taxes des prestations et/ou fournitures ;
- le taux et le montant des taxes appliquées au montant des prestations et/ou fournitures ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations et/ou fournitures, la date et/ou le délai d'exécution de la prestation et/ou de la livraison ainsi que le lieu d'exécution ;
- la signature de la personne habilitée à engager la société.

Si la prestation nécessite l'intervention d'un sous-traitant, le devis du titulaire doit impérativement le préciser et une déclaration de sous-traitant doit être jointe au devis.

ARTICLE 9 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

9.1. Engagements environnementaux

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Critair de niveau 1 et 2 (y compris véhicules électriques et hydrogène).

Les véhicules légers (PTAC \leq 3,5 t) utilisés ont un seuil d'émissions de CO₂ de 113 g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations sont exécutées, autant que faire se peut, à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 5 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L. 1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

9.2. Engagements sociaux

Il est souhaité que le titulaire mette en place, dans le cadre de l'exécution du marché et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail.

ARTICLE 10 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'article 37 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au service en charge du suivi opérationnel de l'exécution pour procéder aux opérations de vérification est de quinze (15) jours à compter de la date de livraison du dernier livrable ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

11.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission

prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

11.3. Transfert de propriété

L'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'Assemblée nationale entraîne le transfert de leur propriété.

Le transfert des droits (cession/concession) des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle fait suite à l'admission des prestations livrées.

ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

12.1. Délais d'exécution

12.1.1. Décompte des délais

Il est fait application des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG- FCS.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

12.1.2. Délais d'exécution des prestations

Les délais de livraison sont différents selon qu'il s'agit de commandes générales ou de commandes individuelles ou collectives passées en cours d'année.

Pour la commande générale ou une commande collective supérieure à 3 000 € TTC, le délai de livraison est de **12 semaines calendaires** à compter de la date d'envoi du bon de commande.

Pour une commande individuelle ou collective en cours d'année ne dépassant pas 3 000 € TTC, le délai de livraison est de **8 semaines calendaires** à compter de la date d'envoi du bon de commande.

Les bons de commande sont émis après la réalisation de la prise de mesure.

Les délais de fabrication, de préparation de la commande, et de livraison sont inclus dans le délai d'exécution.

12.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes :

Manquement à l'obligation	Unité	Montant de la pénalité
Retard dans la prise de mesures (article 4.1 du CCTP)	par jour calendaire de retard	50 € HT
Retard dans la livraison (article 3.1 du CCTP)	par jour calendaire de retard	2 % du montant HT du bon de commande
Retard dans l'exécution des retouches (article 4.2 du CCTP)	par jour calendaire de retard (jusqu'à livraison)	2 % du montant HT du bon de commande
Si, en cas de décision d'ajournement, les fournitures que le titulaire présente de nouveau ne peuvent donner lieu à une décision d'admission, sans préjudice de l'application de l'article 29 du CCAG-FCS	par cas constaté	300 € HT
Non-transmission des coordonnées des interlocuteurs de l'Assemblée nationale	par jour calendaire de retard	50 € HT
Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	Par cas constaté à partir du 3 ^e cas constaté	500 € HT
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	par jour calendaire jusqu'à régularisation	500 € HT
Manquement à la protection des données à caractère personnel	par cas constaté	1 000 €
En cas de sous-traitance non déclarée	par cas constaté	5 000 €

➤ **Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions qui suivent par ses personnels, préposés, mais également par tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

14.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution du marché, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant au marché, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel. L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sont la propriété exclusive de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques

L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

Par « ressources informatiques », sont inclus notamment :

- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites de l'Assemblée nationale constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de l'Assemblée nationale.

L'autorisation d'accès est délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent pour l'Assemblée nationale. Il est fait obligation au titulaire de fournir à l'Assemblée nationale :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Le badge, lorsque l'accès aux locaux est physique, doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de quatre (4) jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Assemblée nationale la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires.

14.3. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe « RGPD » du présent document.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

15.1. Résiliation

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

15.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

15.3. Langue

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en Français.

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document déroge aux articles suivants du CCAG-FCS.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.1.2 et 3.1.3 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG.
- L'article 7.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 11 déroge aux articles 27.3 et 28.2 du CCAG.
- L'article 12.2 déroge à l'article 14 du CCAG.

ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Cf. Fichiers joints (un document pour chaque lot).